

**Éric Gourdeau**

## **La question autochtone**

La transcription intégrale du témoignage de Éric Gourdeau se trouve dans le *Journal des débats* de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, n° 27, 11 février 1992



### *Note liminaire*

Le territoire québécois d'aujourd'hui, d'une superficie totale de quelque 450,000 milles carrés, résulte de l'addition successive de trois territoires :

1. une partie du Québec de 1760, dont les frontières finales furent délimitées en 1867;
2. une partie de la terre de Rupert transférée par le Canada au Québec en 1898;
3. une partie de la terre de Rupert (district d'Ungava) transférée par le Canada au Québec en 1912.

La figure I présente un aperçu de l'évolution des limites territoriales du Québec.

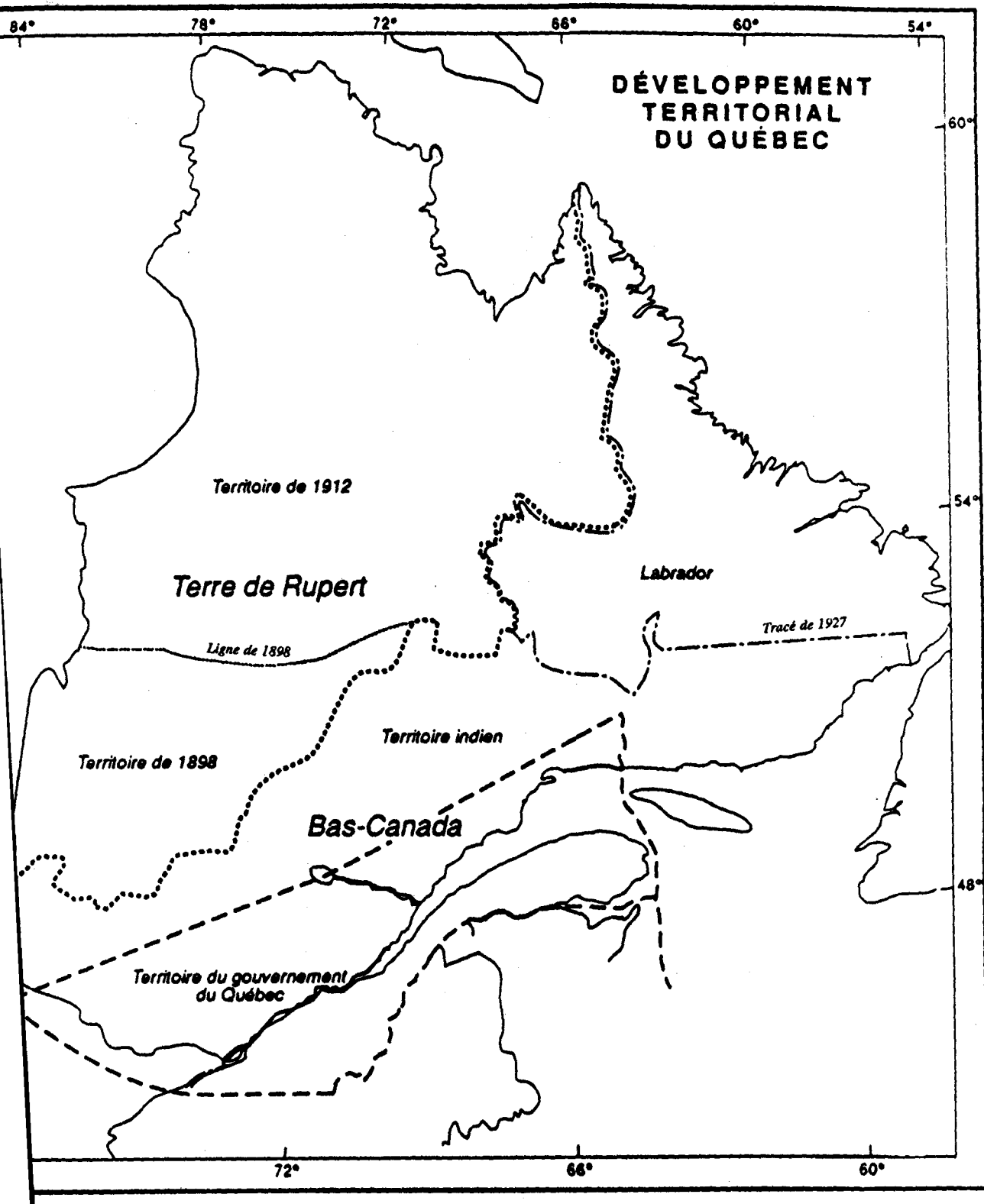
La chronologie de cette évolution territoriale correspond dans ses grandes lignes à celle de l'intérêt manifesté par le Québec de procéder à la mise en valeur des richesses naturelles du territoire, qu'il s'agisse de l'agriculture, de l'extraction minière ou du développement forestier. Au début cependant, c'est-à-dire en 1608, l'intérêt du Québec se limitait presque, en toute vraisemblance, à l'établissement de structures permanentes de colonisation, d'industrialisation et de commerce le long du fleuve St-Laurent. Cela explique sans doute pourquoi la Proclamation Royale de 1763 a réparti sur deux zones administratives le territoire du Québec d'alors, c'est-à-dire celui dont les limites septentrionales aboutaient la limite méridionale de la terre de Rupert, que l'Angleterre s'était déjà appropriée et avait depuis 1670 confiée à la Compagnie de la Baie d'Hudson.

#### *... Québec de 1763*

La Proclamation Royale définit comme «territoire du Gouvernement du Québec» une bande de terre longeant le fleuve St-Laurent, limitée au sud par ce qui deviendra en 1783 la frontière américaine et, au nord, par une ligne parallèle au fleuve allant de la rivière St-Jean sur la Côte-Nord à la frontière ontarienne en passant par le mitan du Lac St-Jean. Au delà de cette ligne, le territoire est désigné «territoire indien».



Figure 1





Dans le territoire du Gouvernement du Québec, la Proclamation Royale confirme les titres et les droits de propriété ou de possession déjà octroyés par la Couronne française. Pour ce qui est du «territoire indien», la Couronne britannique en réserve l'utilisation aux tribus amérindiennes qui y étaient présentes, et qu'on identifie aujourd'hui comme étant les Algonquins, les Attikamekw et les Montagnais.

*...Terre de Rupert de 1898*

La loi de 1898, en repoussant les frontières du Québec jusqu'à la Rivière Eastmain, ne mentionne rien de spécifique touchant les droits des Amérindiens qui occupent le territoire visé.

*...Terre de Rupert de 1912*

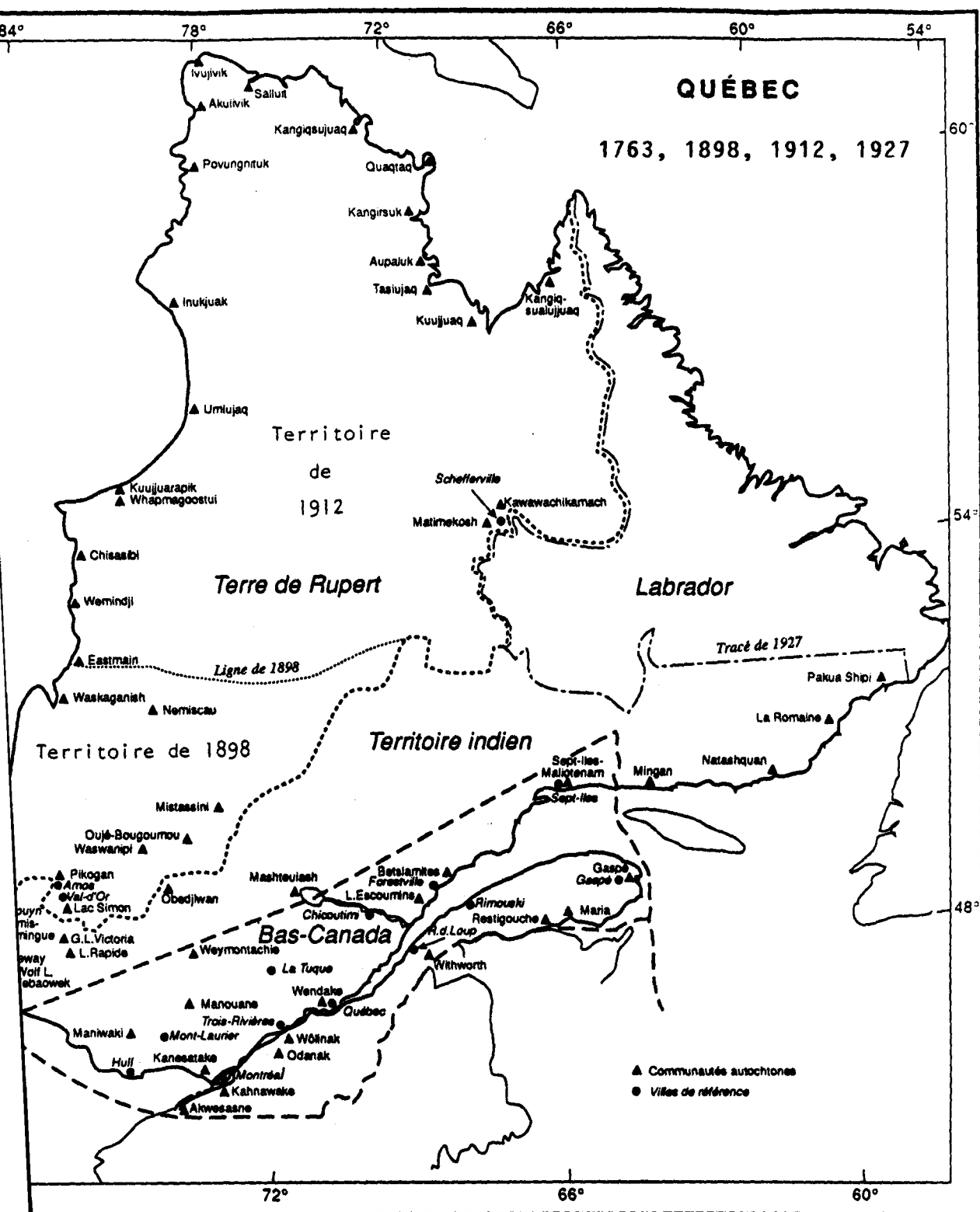
En repoussant les frontières septentrionales du Québec depuis la Rivière Eastmain jusqu'au Détroit d'Hudson, la loi d'extension des frontières de 1912 fait obligation au Québec de se faire remettre par les Autochtones du territoire les droits ancestraux qu'ils peuvent y détenir, avant d'y entreprendre des entreprises de colonisation.

La figure 2 montre la localisation approximative des établissements autochtones actuels dans l'ensemble du territoire québécois.





Figure 2





## 1. *Survol historique*

### 1.1 *Période pré-coloniale*

Le terme autochtone signifie «né du sol lui-même». Au Québec, ce terme désigne les Inuit et les Amérindiens parce que leurs ancêtres sont les premiers habitants connus du territoire québécois. Leur présence y remonte à quelque 6 000 ans, donc fort longtemps avant l'arrivée des premiers Européens au Québec voilà 450 ans.

Au moment de l'arrivée des Européens (1534 - Jacques Cartier), le Québec n'était pas le territoire que l'on connaît aujourd'hui. Il faisait partie d'un immense territoire que se partageaient les Autochtones pour exercer leurs activités sociales, culturelles et économiques. Ils possédaient leurs propres formes de gouvernement et d'organisation communautaire et constituaient différentes nations qui traitaient entre elles selon leurs besoins et pour échanger divers produits de leurs activités. Et, depuis longtemps, diverses nations amérindiennes trafiquaient leurs fourrures et d'autres produits avec des commerçants européens navigateurs.

### 1.2 *Régime colonial français (1608 à 1760)*

Lorsque les premiers Européens s'installèrent pour de bon au Québec, ils le firent pour étendre ici le royaume de France ou le royaume d'Angleterre. Ce furent d'abord les Français. Samuel de Champlain fonda la ville de Québec en 1608, au nom du roi de France. Sous son règne et sous celui de ses successeurs, des colons et des marchands français vinrent s'établir au Québec et furent rejoints par les missionnaires désireux de convertir les Amérindiens à la foi chrétienne.

Sous le régime français les Amérindiens sont laissés libres en quelque sorte de circuler où ils l'entendent, de s'y conduire comme ils le décident. Ce qui n'exclut pas toutefois les pressions que font respectivement sur eux intendants et missionnaires, pour qu'ils apportent leur contribution - sous forme de fourrures particulièrement - à la rentabilisation de l'extension du Royaume de France et à l'expansion du Christianisme.

On les invite aussi à s'allier aux Français qui disputent la possession de cet immense territoire aux Anglais et aux Portugais. Et l'on fonctionne à leur endroit en les récompensant pour leur collaboration et en général dans le respect de leurs vies et coutumes.

L'occupation du territoire par les Français dura 150 ans. Pendant cette période le roi d'Angleterre Charles II concéda en 1670 le territoire nordique (la terre de Rupert) à la compagnie de la Baie d'Hudson en lui donnant mission d'installer des postes de traite de fourrures; parallèlement, l'Angleterre menait aussi une série de guerres contre les installations françaises le long du St-Laurent; elle remporta la victoire en 1759 sur les plaines d'Abraham à Québec et, malgré sa défaite l'année suivante à Ste-Foy, se fit concéder la Nouvelle-France par le traité de Paris de 1763.

Durant le régime français, certains seigneurs avaient cédé des portions de leurs seigneuries à des tribus indiennes (v.g. à Odanak et Wôlinak), et des congrégations missionnaires s'étaient vu allouer des territoires pour y installer les Amérindiens et procéder à leur éducation (v.g. à Kahwawake et à l'Ancienne Lorette).

### *1.3 Régime colonial anglais (1760 à 1867)*

Le roi d'Angleterre prit officiellement possession du territoire du Québec et émit la Proclamation Royale de 1763, partageant le territoire québécois en deux parties :

*le territoire du gouvernement du Québec*, une bande de terre des deux côtés du fleuve St-Laurent, depuis la rivière St-Jean sur la côte nord jusqu'à l'Ontario en passant par le lac St-Jean;

*le territoire indien*, couvrant le reste du Québec d'alors.

Dans le territoire du gouvernement du Québec, les titres et concessions territoriales du régime français furent confirmés; les Amérindiens déjà sur place s'installèrent, pour certains, sur des terres qui leur furent cédées par des propriétaires privés et, pour d'autres, sur des terres que les congrégations missionnaires avaient reçues au temps du régime français pour regrouper des indiens et procéder à leur éducation.

Dans le territoire indien, des terres furent démarquées et mises de côté pour les différentes bandes amérindiennes par le gouvernement du Québec, au fur et à mesure que la colonisation et le développement industriel se produisaient. Sauf exceptions très rares, les terres ainsi mises de côté visaient à confiner les Amérindiens dans des territoires relativement petits pour permettre au gouvernement de procéder librement à la colonisation et/ou à l'industrialisation du territoire.

### *1.4 Régime canadien*

En retraçant l'évolution du dossier autochtone au Québec, il faut considérer 1867 comme une année charnière. C'est en effet à ce moment que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, par son article 91(24), confère au gouvernement fédéral la compétence «sur les Indiens et les terres réservées aux Indiens». Une première loi, celle de 1876, coïncide avec l'extension de la compétence fédérale d'abord dans les Maritimes puis dans l'Ouest canadien, et touche spécifiquement les terres indiennes, l'appartenance à la Bande et l'administration locale. Ignorant l'incompatibilité existant entre d'une part les valeurs des peuples vivant en communauté ou en tribu et, d'autre part, les idéaux de la libre entreprise, elle préconise l'émancipation des Indiens et récompense leur passage éventuel de la vie traditionnelle à l'intégration pure et simple dans la société globale canadienne.

C'est à la fois pour favoriser cet objectif et protéger les Indiens contre les abus des colons et des commerçants que fut consacré le système de la Réserve, une entité territoriale généralement destinée à favoriser la sédentarisation des Indiens, à la promotion des valeurs éducatives jugées

nécessaires à leur émancipation éventuelle et interdisant certaines pratiques jugées «non civilisées», telles les danses tribales. Elle favorisa également l'exploitation, par des intérêts privés, de terres réservées jusqu'alors aux Indiens, grâce au processus de cession des terres par les Indiens, réduisant d'une façon substantielle la superficie originale de nombreuses Réserves.

La création des Réserves et leur rapetissement graduel au profit du développement par les non-Indiens, notamment des immigrants dans l'ouest du pays, ne se firent pas sans soubresauts. Pour y faire face, le Parlement fédéral adopta dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle une série d'amendements à la Loi sur les Indiens pour étendre son pouvoir discrétionnaire sur la Réserve et les Indiens et accentua ses efforts pour inciter les Indiens à renoncer en quelque sorte à leur identité et à se fondre dans une identité canadienne *from coast to coast*.

Paradoxalement, la Réserve indienne ramenée à des dimensions congrues et dépouillée d'assises territoriales sous le prétexte avoué de la rendre en quelque sorte invivable, sinon pour une période transitoire, devait s'avérer le lieu où l'identité indienne, dans de nombreux cas, allait se cristalliser et prévenir la disparition complète des premières nations en tant que groupes distincts et farouchement décidés à survivre.

C'est au tournant des années '70, que le dossier autochtone a vraiment commencé à se présenter d'une façon nouvelle au Canada. Devant l'échec des politiques mises de l'avant par le Gouvernement, des chefs autochtones se sont levés à travers le pays pour protester contre son attitude arrogante et égocentrique, et en ont dénoncé les effets néfastes sur la condition générale des Autochtones. Une condition précaire tout autant sur le plan économique que sur le plan social. Depuis lors, le mouvement de revendication s'est généralisé et, tout en ne niant pas l'urgence des mesures à prendre pour améliorer leur situation, les Autochtones ont systématiquement exigé que les politiques les concernant s'appuient sur la reconnaissance et la définition de leurs droits.

Ils ont gagné une première manche importante en obtenant que soient inscrites à l'article 35 de l'Acte Constitutionnel de 1982 la reconnaissance et la confirmation de leurs droits ancestraux et ceux issus de traités; mais la définition de ces droits, c'est-à-dire leur nature exacte et leur portée, tarde encore. Dans les conférences constitutionnelles qui ont suivi (1983, 84, 85, et 87), et qui portaient essentiellement sur cette question, aucune entente ne s'est avérée possible entre eux et les gouvernements fédéral et provinciaux. On en est toujours là aujourd'hui.

On me permettra de souligner au passage que le geste posé par Elijah Harper dans la saga du Lac Meech doit s'interpréter, à mon avis, comme l'expression de la frustration ressentie par les leaders autochtones suite aux échecs des conférences constitutionnelles, et non pas comme un rejet de la position québécoise. Au terme d'une décennie d'espairs déçus, Harper a saisi une occasion unique - une occasion en or - de rappeler à l'ensemble de la société l'importance et l'urgence de définir la nature et la portée des droits ancestraux.

Quoi qu'il en soit, il faut espérer que la fin du 20<sup>ième</sup> siècle marquera également la fin d'un régime qui garde sous tutelle directe ou indirecte les Amérindiens, les réduit à un statut de citoyens mineurs et perpétue leur état de dépendance; un état qui leur nie en quelque sorte la fierté qui caractérisait leurs ancêtres et qui leur avait valu - lors des conquêtes française et anglaise - d'être à la fois craints et respectés.

Il faut bien se rappeler en effet que ces conquêtes territoriales par les Européens aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ont été réalisées officiellement avec le concours des Autochtones eux-mêmes, à qui les envahisseurs promirent en retour qu'ils ne seraient ni molestés ni dérangés dans leurs activités. Que l'histoire ait permis par la suite d'invoquer cette promesse pour les cantonner dans des Réserves, sous prétexte de les protéger contre eux-mêmes et contre les abus de l'extérieur, peut s'expliquer; tout comme peut s'expliquer sans doute le régime d'exemption de taxes qui s'y applique à leurs descendants. Mais, comme ceux-ci le soulignent à notre société de plus en plus conscientisée au problème, cela ne peut plus justifier la perpétuation d'un système de dépendance qui les garde sous tutelle et les prévient de tenir dans leur évolution le rôle actif et décideur nécessaire; d'autant plus que cette tutelle leur a été imposée pour permettre en quelque sorte à ceux qui ne devaient pas les déranger de s'approprier, en toute tranquillité d'esprit, le développement de plus en plus gourmand des richesses contenues dans leur environnement.

## **2. Implication du Québec**

### **2.1 Période d'avant 1960**

Depuis la Confédération, l'intérêt du Québec à l'endroit des Autochtones ne s'est à peu près pas manifesté avant 1960, sauf lorsqu'il s'est agi de mettre de côté des terres pour permettre au Gouvernement fédéral d'établir, sous son contrôle et son administration, des Réserves où cantonner et sédentariser les Indiens. C'est ainsi que le Québec (Bas-Canada), après avoir sous le régime anglais mis de côté 230,000 acres pour le bénéfice des Indiens alors sous sa juridiction, y ajouta 100,000 acres (Loi de 1922) pour permettre l'établissement de Réserves Indiennes fédérales. Notons qu'en tout et pour tout seulement 194,000 acres sur les 330,000 acres ainsi prévus font effectivement partie aujourd'hui de la superficie totale des Réserves indiennes.

Le désintérêt du Québec pour les Autochtones a, pendant cette période, connu son point culminant lorsqu'au milieu des années '30 le Québec a prétendu à l'encontre de la position canadienne que les Inuit ne tombaient pas sous sa compétence, mais bien sous celle du fédéral, au motif qu'ils devaient être considérés comme des Indiens pour fins d'interprétation de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867. Ce que confirma la Cour Suprême du Canada en 1939; une décision que le Canada inscrivit en appel au Conseil privé de Londres et qui n'y fut jamais débattue, le Canada se contentant de régler son problème en excluant les Inuit de l'application de la Loi sur les Indiens lors de la révision de cette loi en 1950-51.

## 2.2 Période de 1960 à 1971

Au début des années '60, renversement complet de la position du Québec à l'endroit des Inuit. Le Québec fut alors appelé à transformer en permis d'exploitation minière un des permis d'exploration qu'il avait consentis à des promoteurs privés (Raglan Mines, devenu depuis Asbestos Corporation) dans son territoire nordique, le long du Détroit d'Hudson. Soucieux d'associer les Inuit, seuls résidents permanents du territoire, au développement éventuel des richesses naturelles, le Québec entreprit d'assumer à leur égard ses responsabilités dans les domaines de juridiction provinciale. Même si la *Loi sur les Indiens* ne s'appliquait pas aux Inuit, le Fédéral avait établi depuis la fin des années '40 certains établissements dans la région pour desservir les Inuit dans les domaines scolaires et sanitaires et les avaient étendus graduellement sur l'ensemble de la région pendant les années '50. En somme, en l'absence du Québec, le fédéral avait assumé des responsabilités provinciales sans se prévaloir, comme le lui permettait la Cour Suprême en 1939, de sa compétence pour s'en approprier la juridiction.

La direction générale du Nouveau Québec fut établie par décret<sup>1</sup> en 1963 et chargée de mettre en route une politique visant principalement à préparer les Inuit à jouer éventuellement un rôle-clé dans le développement du territoire qui se pointait à l'horizon; politique centrée principalement sur l'éducation, la santé et l'emploi ainsi que sur le développement économique via les coopératives et l'établissement d'infrastructures de communication.<sup>2</sup>

Des écoles provinciales furent établies dans chacune des communautés inuit, des hôpitaux construits à Kuujuaq et à Fort Georges et des administrateurs québécois placés dans chacune des communautés inuit.

L'implication nouvelle du Québec auprès des Inuit s'étendit dans certains domaines aux Indiens Cris résidant dans le territoire de 1912, c'est-à-dire ceux de Poste-de-la-Baleine (Whapmagoostui), Paint Hills (Wemindji) et Fort Georges (Chisasibi), notamment dans les secteurs de la santé, de la formation professionnelle et de la coopération.

## 2.3 Période de 1971 à 1978

Même si la politique québécoise de 1963 à l'égard des Inuit avait pris en compte des réflexions et points de vue de fonctionnaires fédéraux en poste, de missionnaires et de certains leaders esquimaux, il reste qu'elle constituait une politique décrétée unilatéralement par le Gouvernement et, sous cet aspect, une politique qu'on peut qualifier de paternaliste.

1. Décret 613, 8 avril 1963.

2. MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, *Perspectives de développement du Nouveau-Québec*, texte miméographié, S.A.A., le 8 juin 1963, 8 pages.

Il en va tout autrement de la politique québécoise à l'égard de ces mêmes Eskimos et à l'égard des amérindiens Cris et Naskapis, établie à l'occasion cette fois-ci encore de la volonté du Québec de mettre en valeur à ses fins propres les richesses naturelles de territoires habités par les Autochtones, mais dont l'objectif immédiat et premier était le règlement d'un contentieux touchant les droits des parties en cause.

Le règlement de ce contentieux a mis presque deux ans à se finaliser et, à mes yeux, constitue la première véritable politique d'ensemble de l'État québécois vis-à-vis des populations autochtones de son territoire. Je la qualifie de politique véritable parce que d'une part elle a été établie dans ses moindres détails par les parties en cause et que, d'autre part, elle a créé des mécanismes pour en assurer la mise en application et lui apporter au besoin d'éventuelles corrections ou redressements; je la qualifie de politique d'ensemble parce qu'elle établit pour chacun des secteurs d'activités des régimes spécifiques assurant et gouvernant l'exercice des droits des parties qui ont conclu les deux ententes, celle de 1975 dans le cas des Inuit et des Cris (la Convention de la Baie James et du Nord québécois) et celle de 1978 dans le cas des Naskapis (la Convention du Nord-Est québécois).

La conclusion de ces ententes, est-il nécessaire de le mentionner, a constitué le règlement hors-cour du litige provoqué au début des années '70 par la décision du Québec de procéder au développement hydroélectrique de la Grande Rivière, dans le territoire annexé au Québec en 1912. La loi d'extension des frontières du Québec avait alors requis que, préalablement à la mise en valeur des richesses naturelles de son nouveau territoire, le Québec obtient des Autochtones la remise de leurs droits pour permettre au Canada d'en légiférer l'extinction. Rappelons que ce processus de la remise de leurs droits ancestraux par les Autochtones et de l'extinction de ces droits par le Fédéral, alors qu'il était prévu dans l'Acte de 1912 sur le territoire allant de la Rivière Eastmain au Détroit d'Hudson, n'était pas prévu dans la loi de 1898 qui avait poussé les anciennes frontières québécoises jusqu'à la Rivière Eastmain. Ce qui n'empêchera pas d'inclure dans le règlement tous les Cris et Naskapis, qu'ils habitent dans le territoire de 1912 ou dans celui de 1898. À ce point de vue aussi l'on retrouve dans les conventions de 1975 et 1978 un règlement d'ensemble pour ce qui concerne les populations autochtones signataires et la politique québécoise à leur égard; on les a considérés à juste titre comme membres de Nations à qui on reconnaissait des droits fondés sur leur appartenance «nationale», non limitée aux cadres constitutionnels ou juridiques de la société québécoise et canadienne.

#### *2.4 Période de 1978 à aujourd'hui*

C'est à la fin de l'année 1978 que se concrétise une nouvelle volonté d'implication du Québec, cette fois-ci à l'endroit de tous les Autochtones de son territoire. Créé en début d'année, et placée sous l'autorité immédiate du Premier ministre, pour coordonner dans les mois suivants l'élaboration finale des lois donnant suite aux Conventions de 1975 et 1978, le Secrétariat aux Activités Gouvernementales en Milieu Amérindien et Inuit (SAGMAI) reçut entre autres le mandat d'élaborer une politique d'ensemble en concertation avec les parties intéressées.



Une politique d'ensemble existait déjà, comme je l'ai rappelé plus haut, pour ce qui concerne les Inuit, les Cris et les Naskapis, mais pas à l'égard des autres Autochtones, c'est-à-dire les Amérindiens habitant le territoire québécois d'avant 1898.

Le 20 mars 1985, l'Assemblée Nationale adopta une motion portant sur les droits des Autochtones :

*La résolution de l'Assemblée nationale du 20 mars 1985*

**Motion portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones :**

Que cette assemblée

Reconnaisse l'existence au Québec des Nations abénaquise, algonquine, attikamek, crie, huronne, mimacque, mohawk, montagnaise, naskapie et inuit;

Reconnaisse leurs droits ancestraux existants et les droits inscrits dans les conventions de la Baie-James et du Nord québécois et du Nord-est québécois;

Considère que ces conventions, de même que toute autre convention ou entente future de même nature, ont valeur de traités;

Souscrive à la démarche que le gouvernement a engagée avec les Autochtones afin de mieux reconnaître et préciser leurs droits, cette démarche s'appuyant à la fois sur la légitimité historique et sur l'importance pour la société québécoise d'établir avec les Autochtones des rapports harmonieux fondés sur le respect des droits et la confiance mutuelle;

Presse le gouvernement de poursuivre les négociations avec les Nations autochtones en se fondant, sans s'y limiter, sur les quinze principes\* qu'il a approuvés le 9 février 1983 en réponse aux propositions qui lui ont été transmises le 30 novembre 1982 et à conclure avec les Nations qui le désirent ou l'une ou l'autre des communautés qui les constituent des ententes leur assurant l'exercice:

- a) du droit à l'autonomie au sein du Québec;
- b) du droit à leur culture, leur langue, leurs traditions;
- c) du droit de posséder et de contrôler des terres;
- d) du droit de chasser, pêcher, piéger, récolter et participer à la gestion des ressources fauniques;
- e) de droit de participer au développement économique du Québec et d'en bénéficier, de façon à leur permettre de se développer en tant que nations distinctes ayant leur identité propre et exerçant leurs droits au sein du Québec;

Déclare que les droits des Autochtones s'appliquent également aux hommes et aux femmes;

Affirme sa volonté de protéger dans ses lois fondamentales les droits inscrits dans les ententes conclues avec les Nations autochtones du Québec; et

Convienne que soit établi un forum parlementaire permanent permettant aux Autochtones de faire connaître leurs droits, leurs aspirations et leurs besoins.

Québec, le 20 mars 1985

Cette résolution marque en quelque sorte le point d'arrivée du processus entrepris à la fin de 1978 avec la rencontre, sur trois jours, du Gouvernement et des Chefs de Bande; une réunion de sensibilisation mutuelle convoquée à la fois à la suggestion de certains Chefs amérindiens et pour donner suite à la volonté exprimée par Québec de normaliser ses relations avec les Autochtones de son territoire dans le respect de leurs droits particuliers et d'assurer qu'ils puissent jouir en plénitude des services offerts à la population québécoise.<sup>3</sup>

C'est à la suite de cette rencontre que les Nations attikamèque et montagnaise, réunies au sein du Conseil attikamek-montagnais (le CAM) manifestèrent en 1980 leur désir de négocier avec Québec une entente globale s'appuyant sur leurs droits ancestraux. Une première occasion se présentait pour Québec de se donner une politique à leur égard, mais qui n'alla pas plus loin que d'adopter onze principes, dont celui de ne pas faire de l'extinction des droits une condition préalable aux négociations. De toute façon, les discussions constitutionnelles au niveau pancanadien et l'annonce d'une nouvelle politique fédérale sur l'autonomie politique des Amérindiens, tout autant que le manque de préparation des deux parties (Québec, CAM), devaient paralyser dès le départ les négociations.

Toutefois, en insistant auprès du Gouvernement pour qu'il précise sa politique à l'égard des Autochtones, le Conseil attikamek-montagnais a ouvert la voie aux autres Nations autochtones du Québec. Aussi, lorsqu'à l'occasion des discussions constitutionnelles un front commun de tous les Autochtones du Québec demanda le 30 novembre 1982 au Gouvernement de reconnaître leurs droits sous forme de quinze principes, le Conseil des ministres put-il à peine deux mois plus tard transmettre en réponse sa position officielle, laquelle allait constituer, avec la résolution de l'Assemblée Nationale, la pierre angulaire de la politique du Québec à l'égard des Autochtones (Annexe 1). La réponse du Gouvernement, adoptée par le Conseil des ministres le 9 février 1983, élabore un nouveau cadre de discussions avec les Autochtones fondé sur la reconnaissance des Nations autochtones du Québec, la nécessité d'établir des relations harmonieuses avec elles et de conclure des ententes visant à aménager l'exercice de leurs droits.

---

3. Allocation de René Lévesque aux Centres d'Amitiés du Canada le 16 juin 1978, S.A.A., Conseil Exécutif

Par la suite, le Gouvernement proposait à l'Assemblée Nationale de tenir une commission parlementaire afin d'étudier les mémoires des Autochtones portant sur leurs droits et besoins fondamentaux.

Durant trois jours, au mois de novembre 1983 les leaders autochtones vinrent entretenir les parlementaires des droits, des aspirations et des besoins de leurs Nations. C'est à cette occasion, afin de mieux garantir la pérennité de la politique gouvernementale à l'égard des Autochtones et surtout afin de s'assurer du plus large consensus possible dans la société québécoise en général et dans l'appareil administratif de l'État plus particulièrement, que fut évoquée l'idée de fournir l'occasion à l'Assemblée Nationale elle-même de se prononcer sur les droits des Nations autochtones.

Il faudra attendre plus d'un an avant que l'Assemblée Nationale ne se prononce sur la question. Ce délai résultait essentiellement d'une mésentente profonde entre les Autochtones et le Gouvernement, non pas tant sur le contenu même de la motion mais plutôt sur sa forme. Essentiellement, les leaders des Nations autochtones souhaitaient que l'Assemblée Nationale se prononçât sur certains amendements à la Constitution canadienne dont avaient convenu toutes les provinces à l'exception du Québec en mars 1983. La position du Québec à l'égard de la Constitution canadienne depuis 1982 ne permettait pas de donner suite à cette demande.

Par la suite, des leaders autochtones, tout en reconnaissant la valeur de la politique gouvernementale, craignirent que, si la motion était adoptée par l'Assemblée nationale, elle ne vienne nuire à la reconnaissance de leurs droits dans le forum constitutionnel pancanadien. Ces leaders croyaient en effet possible et jugeaient préférable d'obtenir au préalable une reconnaissance plus forte de leurs droits à l'occasion des discussions constitutionnelles.

L'échec de la conférence constitutionnelle de 1984 ne permettait plus de retenir cette objection; le nouvel échec survenu en 1985 ne fit que confirmer la difficulté d'atteindre un consensus pancanadien et la nécessité pour le Québec de poursuivre sa propre voie.

Entretemps, le 24 avril 1984, sur la base des quinze principes édictés en février 1983, le Gouvernement concluait une entente qualifiée de «Gouvernement à Gouvernement» par les deux signataires, le Premier ministre du Québec et le Grand Chef Mohawk de Kahnawake. Cette entente prévoyait le versement par le Québec d'une somme de 4,2 millions aux Mohawks de Kahnawake pour construire leur centre hospitalier sur la réserve et en établissait le mode de financement et de gestion. Elle fut entérinée par l'Assemblée Nationale en juin 1984 et on y prévoit pour la première fois au Québec que ses clauses s'appliquent malgré toute disposition contraire d'une loi générale ou spéciale.

Au milieu de l'année 1988, le Gouvernement du Québec a rendu public un document intitulé *Les fondements de la politique du Québec en matière autochtone* et où se trouvent confirmées les balises que représentent les 15 principes de 1983 et la Résolution de 1985 pour établir, dans des ententes avec les Nations autochtones, les politiques les plus appropriées pour leur assurer

l'exercice de leurs droits, qu'il s'agisse de droits reconnus dans la Constitution ou de droits qui leur seraient reconnus dans les lois québécoises.

### ***3. Situation juridique, politique et économique des autochtones du Québec***

La situation juridique, politique et économique des autochtones au Québec se présente de façon différente selon les Nations impliquées.

#### ***3.1 Situation juridique***

Les Cris, les Inuit et les Naskapis ont déjà signé des conventions avec les gouvernements. Leurs droits - dont la nature, l'exercice et la portée sont maintenant précisés - jouissent de la protection constitutionnelle en vertu de l'article 35(3) de la Constitution canadienne. Par ailleurs, les Algonquins, les Attikamekw et les Montagnais détiennent encore sur une importante partie du territoire québécois des droits de type ancestral - confirmés par l'article 35 - mais dont la nature et la portée, et a fortiori l'exercice, n'ont pas fait l'objet d'un règlement global. Quant aux Nations micmaque, mohawk, malécite et abénaquise, elles ne semblent pas être couvertes par l'article 35 dans la mesure où la Proclamation Royale de 1763 est considérée au plan constitutionnel comme étant la source des droits territoriaux des Amérindiens au Québec. Enfin, les Hurons, ayant conclu en 1759 - soit quatre ans avant la Proclamation Royale - une entente touchant certaines de leurs activités en territoire québécois, détiennent en vertu de ce traité des droits dont la portée et l'exercice n'ont pas encore été déterminés mais font l'objet de négociations présentement en cours.

#### ***3.2 Situation politique***

Au plan politique, les Inuit sont parmi les Autochtones dans une situation particulière. En ce sens qu'ils n'ont de statut ethnique particulier au Québec que celui d'être les propriétaires, en tant que membres de leur ethnie, de terres que leur a concédées le Québec par lettres patentes à la fin des années '70. Ils occupent ces terres et les contrôlent hors de toute tutelle fédérale; quant aux organismes locaux et régionaux qu'ils dirigent, ils sont sous juridiction provinciale. Les Inuit ne sont pas exemptés des taxes fédérales ou provinciales s'appliquant au Québec.

Les Cris et les Naskapis - qui ont également acquis du Québec en pleine propriété communautaire certains territoires à la fin des années '70 - vivent quant à eux dans des portions adjacentes de terres publiques dont le contrôle et l'administration ont été, pour leur bénéfice exclusif, transférés au fédéral par le Québec, qui s'en est cependant conservé la nue-propriété. *La Loi Crie-Naskapie de 1984*, en vertu de laquelle ces communautés sont administrées, leur reconnaît un statut particulier en tant qu'ethnies dans à peu près tous les domaines d'activité, y compris l'exemption des taxes; cette loi leur reconnaît également un certain degré d'autonomie politique au niveau local. Quant aux lois provinciales qui s'appliquent à eux, elles sont également à caractère ethnique dans plusieurs domaines.

Les autres Nations amérindiennes du Québec, toutes encore couvertes par la *Loi sur les Indiens* du Canada, sont sous tutelle fédérale; une tutelle qui, sans s'effacer complètement, cède graduellement une partie importante de ses prérogatives à la Bande pour ce qui concerne le gouvernement local de la communauté (la Réserve Indienne). Petit à petit le ministère fédéral des Affaires indiennes reconnaît à des Bandes locales (v.g. Kahnawake, l'Ancienne Lorette) le droit d'administrer leurs affaires internes sans ingérence de sa part, sauf pour fins de contrôle ultime des dépenses effectuées à même les fonds fédéraux qui leur sont transférés.

Par ailleurs, les lois provinciales d'application générale restent applicables dans les Réserves, à moins qu'elles ne viennent en conflit avec la *Loi sur les Indiens*, auquel cas cette dernière prévaut. C'est ainsi par exemple que la santé, un domaine de juridiction provinciale que la *Loi sur les Indiens* ne s'est pas appropriée, demeure de juridiction provinciale même à l'intérieur de la Réserve, alors que l'éducation - domaine de juridiction provinciale également - y est passée sous juridiction fédérale en vertu de cette loi.

### 3.3 L'économie

À l'exception, dans une bonne mesure, des Cris et des Naskapis, les communautés amérindiennes connaissent des difficultés considérables à générer pour leurs membres des activités à caractère économique autres que les activités tertiaires; domaine où elles ont toutefois réalisé ces dernières années des progrès importants (administration, enseignement, loisirs, développement communautaire). Pour la plupart parquées en quelque sorte à l'intérieur de territoires exigus, elles ne disposent pas de richesses naturelles avoisinantes (eaux, forêts, mines, assises territoriales) qui pourraient permettre aux générations montantes de trouver du travail rémunérateur. Le taux de chômage se situe souvent à au-delà de 60% parmi les personnes en âge de travailler.

Des projets mis en route dans le voisinage des communautés autochtones ont le plus souvent peu de retombées économiques pour elles. En terme d'emploi, et surtout en terme d'emplois permanents, ces développements économiques contribuent bien peu à résoudre les problèmes de sous-emploi que connaissent les communautés amérindiennes.

Pour plusieurs d'entre elles l'exercice par leurs membres des activités traditionnelles de chasse, de pêche et de trappe représente un apport économique important, particulièrement en «territoire indien», à la fois en terme de contribution alimentaire et vestimentaire et en terme des revenus d'appoint provenant de la vente de fourrures; activités souvent limitées cependant par les activités concurrentielles du développement et leurs effets négatifs sur la faune terrestre et aquatique.

L'exception que constituent les Cris et Naskapis, au plan économique, provient du fait qu'un fort contingent parmi eux tirent un revenu décent de leurs activités traditionnelles, grâce au programme de revenu garanti des chasseurs et piégeurs, et y consacrent une proportion importante de leurs activités économiques, devenues rémunératrices; ce qui garde relativement

beaucoup moins élevé leur taux de chômage. En fait près du tiers de la population crie, par exemple, tire son revenu économique principal de telles activités.

À quoi il faut ajouter, tant chez les Cris et les Naskapis que chez les Inuit, les centaines d'emplois qu'ils occupent dans les secteurs tertiaires d'une économie locale qu'ils contrôlent ainsi que dans les travaux de construction, d'entretien de routes et autres infrastructures qu'appelle le développement régional.

Enfin, à la fois les compensations monétaires qu'ils ont touchées suite à la signature des conventions et l'octroi en propriété communautaire de territoires avoisinants leur ont permis de mettre en route ou de développer des entreprises à caractère industriel et de nature permanente fournissant de l'emploi à leur population, notamment dans les secteurs forestier et touristique ainsi que dans la fabrication de canots et l'artisanat.

#### ***4. Quelques aspects de la problématique autochtone actuelle***

Même si, comme je l'ai rappelé plus haut, bon nombre d'activités revendicatrices des Autochtones du Québec se déroulent à l'intérieur d'une dynamique plus globale, il est évident que la problématique se présente au Québec de façon fort différente, à bien des égards, que dans le reste du Canada. Par exemple, la proportion des Autochtones (moins de un pourcent de la population totale) est au Québec sensiblement plus faible que dans les autres provinces, notamment celles de l'Ouest canadien. Et, parmi la population autochtone de quelque 67 000 personnes, près de 19 000 vivent maintenant une relation administrative directe avec l'État québécois, soit 28%; il s'agit des Inuit ainsi que des Cris et Naskapis. Dans le cas de ces derniers, une certaine tutelle fédérale subsiste au plan local - bien que limitée dans les faits par l'autonomie politique et administrative que reconnaît aux Bandes la Loi Crie/Naskapie de 1984 - mais, à compter de 1996 les Bandes crie et naskapies n'auront plus à requérir l'approbation du fédéral avant de conclure avec Québec des arrangements ou des ententes touchant ce qui est resté au niveau local sous contrôle ultime fédéral.

De même aussi, la relation administrative entre Kahnawake (10% de la population autochtone québécoise) et Québec s'exerce-t-elle directement dans le domaine de la santé via le permis d'opération et le financement de l'hôpital local, dans le cadre d'une entente conclue directement entre le gouvernement du Québec et celui de Kahnawake et sans intervention d'un tiers. Il s'agit là d'un domaine de juridiction provinciale. Ailleurs aussi, le Québec entretient des relations directes avec la Bande dans des domaines de sa juridiction, la sécurité publique par exemple.

Mais, à Kahnawake comme dans les autres communautés amérindiennes non régies par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et celle du Nord-est québécois, la Réserve fédérale constitue toujours le cadre principal dans lequel s'exprime le statut indien et qui exclut dans la plupart des domaines d'activités une relation administrative directe entre la Bande et Québec. Heureusement, cela n'a pas empêché le Québec, dans certains secteurs tels la culture,

la langue, les services sociaux et l'emploi, d'élaborer avec les Bandes et/ou leurs organismes nationaux des programmes spécifiques, ou encore de rendre accessibles à la Réserve des programmes offerts aux municipalités québécoises. Il reste cependant que dans bien des domaines d'activité, tels ceux de l'administration locale, des services sociaux, de la santé (sauf Kahnawake et le Grand-Lac-Victoria), la formation et du développement économique, le Québec reste pour les Bandes un interlocuteur bien limité.

Pourtant, ce sont là des domaines où l'association directe entre la communauté amérindienne et le Québec apparaît comme particulièrement importante. Car, s'il est vraisemblable qu'un certain nombre d'Amérindiens pourront trouver à l'intérieur de leurs Réserves des emplois importants, il saute aux yeux que la formation et l'éducation qu'ils y auront acquises devront, pour un nombre de plus en plus significatif, trouver des débouchés à l'extérieur et, dans une large mesure, dans un environnement québécois.

Je me permettrai ici d'insister sur un point que je trouve particulièrement important, celui du développement économique. Au Québec, la tutelle fédérale sur les Indiens et les terres des Indiens constitue une entrave importante à l'octroi de territoires pouvant assurer aux Amérindiens une partie importante de leur développement économique (forêts, mines, tourisme).

Il y a en effet bien peu de Réserves indiennes au Québec qui soient suffisamment étendues pour permettre ce genre de développement, sous leur contrôle. Par ailleurs, le Québec pourrait aisément se permettre d'adjuger de tels territoires à certaines Bandes s'il n'allait pas de cette façon risquer de transférer sous administration et contrôle fédéral d'importantes portions de son territoire et, ce faisant, s'exclure lui-même de son rôle d'aménagiste de l'ensemble du territoire québécois.

On l'a vu, le Québec a procédé à une telle adjudication faite directement aux Cris et Naskapis (terres 1b). Ce fut alors possible en vertu d'une renonciation du fédéral à utiliser dans ce cas son pouvoir général de saisie du contrôle et de l'administration des terres ainsi réservées aux Amérindiens et de son engagement à faire modifier au besoin la Constitution du Canada. Mais cette adjudication s'est faite dans le cadre d'un règlement de revendications territoriales. Or, dans plusieurs cas il s'imposerait à mon avis de trouver rapidement la façon d'allouer à la Réserve une assise territoriale qui lui permette de planifier son développement économique.

Cela vaut particulièrement pour les Réserves situées en territoire indien tel que défini par la Proclamation Royale de 1763 et pourra se faire évidemment à l'occasion d'ententes globales fondées sur les droits ancestraux. Cependant, même en l'absence d'ententes finales, il m'apparaîtrait souhaitable que soit assuré à la Bande indienne cet espèce de minimum en terme d'assises territoriales de développement, à la condition qu'il ne représente pas une brèche à l'intégrité du territoire québécois.

La mise de côté de terres publiques québécoises au bénéfice des Bandes indiennes fait, depuis 1982, l'objet d'une politique précise, qu'il s'agisse de création ou agrandissement.<sup>4</sup> Il s'agit cependant d'une politique visant essentiellement l'établissement résidentiel de la Bande sur une portion de terres publiques québécoises, dont l'administration et le contrôle sont transférés au fédéral pour le bénéfice exclusif de la Bande; politique qui, au demeurant, fait obligation au fédéral de soumettre au Québec un plan à long terme du développement du territoire devant être transféré.

Il m'apparaîtrait fort opportun qu'une approche analogue soit prise à l'égard de territoires beaucoup plus vastes qui seraient concédés par Québec pour fins de développement économique de la Bande. Ici, cependant, il s'agirait de concessions faites directement à la Bande et dont la mise en valeur serait assurée par la Bande en vertu d'une entente avec Québec. Comme il ne s'agirait pas d'une entente couverte par l'alinéa 3 de l'article 35 de la Constitution, il faudrait trouver une façon légale de la rendre inopérante si les cours en venaient à décréter que la dite concession est de fait passée sous le contrôle et l'administration du fédéral ou, mieux encore, de trouver la façon de dire dans la Constitution du Canada que ces ententes s'appliquent nonobstant l'article 91(24).

On ne peut parler de problématique autochtone au Québec sans tenir compte de l'engagement pris par le fédéral de se délester graduellement de la tutelle qu'il exerce sur les Amérindiens. Nous sommes sûrement arrivés à un point où cette tutelle ne peut plus se justifier par des considérations du genre «les Bandes ne peuvent pas administrer elles-mêmes leurs activités locales» qui ont prévalu si longtemps. Au Québec, en tout cas, les exemples se sont multipliés depuis quelques décennies qui démontrent le contraire; et de toute façon le processus est engagé d'une façon irréversible me semble-t-il. Au fur et à mesure qu'il se déroulera, il favorisera la libre relation entre le gouvernement québécois et les gouvernements amérindiens locaux et/ou ceux de leurs Nations respectives, à la condition cependant, et cela est un élément essentiel de la problématique, que cette relation s'appuie sur des droits garantis, susceptibles de sanction dans notre système judiciaire. C'est là le sens qu'il faut de toute évidence donner à la *Résolution de l'Assemblée Nationale de 1985*<sup>5</sup>. Le Québec n'a pas à attendre, à mon avis, que les droits fondamentaux des Autochtones aient fait l'objet d'un règlement constitutionnel pour reconnaître aux Autochtones des droits spécifiques dans les domaines relevant de sa juridiction et en aménager l'exercice dans des conventions convenues avec eux. La reconnaissance de tels droits reposant sur leur caractère distinct et leur titre d'héritiers des premiers occupants ne sera que renforcée dans son fondement par une éventuelle reconnaissance constitutionnelle.

Comme je l'ai mentionné plus haut, les Nations attikamèque, montagnaise et algonquine détiennent des droits historiques, ancestraux, sur une partie du territoire québécois délimité par la Proclamation Royale de 1763, et ces droits jouissent maintenant de la protection

---

4. Décision 82-361, 21 décembre 1982.

5. Voir à ce sujet la déclaration du Premier ministre dans *les débats parlementaires*, 20 mars 1985.



constitutionnelle. Même si la nature et la portée de ces droits ne sont pas définies, ils n'en constituent pas moins une sorte d'hypothèque sur ce territoire, dont le Québec pourra difficilement poursuivre le développement sans que cette hypothèque soit levée.

Traditionnellement, la façon d'y parvenir a consisté, au Canada, en l'extinction de ces droits non définis pour ensuite les remplacer par des droits dont la nature, la portée et l'exercice sont définis dans des traités ou des conventions équivalant à traités. Or, on sait que les Amérindiens à travers le Canada s'opposent à cette façon de procéder et que la plupart de leurs leaders la rejettent formellement. Ceux du Québec ne font pas exception. Il me semble, en conséquence, qu'une nouvelle approche s'impose, surtout que l'extinction unilatérale des droits ne paraît plus possible étant donné l'article 35(1) de la Constitution.

Si cette nouvelle approche laissait de côté l'objectif de l'extinction des droits pour se concentrer sur leur définition, leur nature et leur portée, on aurait me semble-t-il bien meilleure chance de s'entendre. Une approche du genre:

*Attendu que, sur le territoire désigné territoire indien dans la Proclamation Royale de 1763, les Nations algonquine, attikamèque et montagnaise détiennent des droits ancestraux dont la nature, la portée et l'exercice n'ont pas fait à ce jour l'objet de conventions complètes entre les bénéficiaires de ces droits et les gouvernements;*

*Attendu que le Québec est propriétaire du dit territoire et entend en poursuivre l'aménagement et la mise en valeur en tenant compte de l'existence des droits ancestraux;*

*Attendu qu'il y a lieu, à cette fin, que soient précisées d'une façon définitive et complète la nature et la portée de ces droits et que leur exercice en soit assuré et juridiquement protégé...*

Je terminerai ces propos sur la problématique actuelle par quelques observations sur ce que j'appellerai l'harmonisation des relations entre la société québécoise et les Autochtones, que bien des efforts des deux dernières décennies ont eu pour objectif de favoriser. Je crois, et suis même convaincu que le chemin parcouru dans la bonne direction est considérable. Bien sûr, il y a eu des moments particulièrement difficiles et il y en aura encore. On revient de loin. Par contre, cette harmonisation ne repose pas que sur notre volonté et notre habileté à faire les choses parfaitement; elle repose aussi sur la volonté des Autochtones à coexister dans la dignité et sur un pied d'égalité avec les autres québécois dans un territoire que l'histoire nous a fait partager.

Or, cette volonté des Autochtones existe bel et bien; elle ne demande pas mieux que de s'exprimer, malgré des apparences parfois trompeuses. Je suis sûr que bien des fonctionnaires québécois, parmi ceux et celles qui sont régulièrement en contact avec les Autochtones, sont en mesure de vérifier cela. Je l'ai quant à moi expérimenté personnellement en tant que fonctionnaire et je continue aujourd'hui de le vérifier régulièrement.

## 5. *L'évolution à long terme du dossier autochtone et ses implications dans un Québec souverain*

Le dossier autochtone, on le sait, est une donnée incontournable de la problématique sociale et politique de notre société. Ces gens, dont les envahisseurs ont tour à tour recherché et obtenu la collaboration pour étendre ici leurs royaumes, s'étaient vu garantir en contrepartie le droit de se développer en tant que peuples distincts, à l'abri d'une assimilation forcée, imposée. Aussi est-ce en douce que la loi fédérale sur les Indiens a systématiquement, pendant près d'un siècle, favorisé leur émancipation pour qu'ils puissent s'intégrer au reste de la société. Une intégration qui, à sa limite, aurait signifié l'assimilation.

La carotte utilisée s'est avérée impuissante au fur et à mesure que le modèle du *melting pot* américain était mis en doute. Depuis les années '60, en effet, sous l'impulsion de l'anthropologue Margaret Mead et de ses disciples, on s'est rendu compte que la disparition de cultures originales ne pouvait qu'appauvrir le statut de la condition humaine et son évolution.

Petit à petit, depuis lors, les voix se sont fait entendre pour que fût mis au rancart l'objectif d'assimilation et que fussent développées des politiques visant plutôt à intégrer les descendants des premiers habitants du pays dans la société sans qu'il soit exigé d'eux qu'ils se dépouillent de leur identité propre. Une identité, comme je l'ai rappelé plus haut, qui a pu se perpétuer grâce en définitive à la Réserve, qu'elle ait été formellement établie comme c'est le cas à peu près partout au Québec ou qu'elle ait pris une forme différente mais en quelque sorte équivalente en quelques endroits.

On peut, on doit aussi je pense, considérer dès lors la Réserve d'une part comme le foyer naturel où continuera de s'affirmer l'identité amérindienne et, d'autre part, comme un pôle de développement et de solidarité au plan culturel et social. En d'autres mots, l'évolution des Autochtones au Québec s'appuiera sur la vie de la Réserve.

Par ailleurs le concept de la Réserve tel qu'imposé par la *Loi fédérale sur les Indiens* est en voie d'éclater à cause, entre autres choses, de l'inacceptable tutelle gouvernementale qu'il comporte. Maintenant confiants que la société moderne ne peut plus chercher à les faire disparaître et désireux de prendre en main leur avenir, les Amérindiens vont se montrer à bon droit de plus en plus exigeants pour se libérer de cette sorte de chape de plomb qu'on leur impose toujours et vont être en mesure de décider par eux-même quelles sont les valeurs de la société globale qu'ils veulent intégrer et comment ils entendent procéder pour y parvenir sans devoir rejeter les valeurs qui leur sont propres et qu'ils jugent nécessaire de perpétuer.

C'est dans ce contexte, il me semble, qu'il faut considérer l'impact que pourrait avoir sur les Autochtones d'ici l'accession du Québec à la souveraineté. À moins de vouloir reproduire la tutelle, ce qui me paraît invraisemblable, un Québec souverain pourrait traiter avec ses Autochtones en dehors du corset de schèmes traditionnels, puisque nous sommes arrivés à un tournant de l'histoire particulièrement propice au rejet de cette approche dont le Canada, il faut

le constater, demeure tributaire et dans une large mesure toujours prisonnier. De plus, un Québec souverain ne connaîtrait pas ces obstacles inévitables que rencontre le Canada lorsqu'il adopte, ou hésite à adopter, des politiques qui doivent s'appliquer sur l'ensemble du territoire canadien, où les situations diffèrent parfois d'une façon fondamentale dans le cas des Autochtones.

Au Québec les Autochtones représentent la plus petite proportion de la population parmi les provinces canadiennes. Et déjà, près du tiers de cette population a convenu de ses besoins et de ses aspirations avec Québec et possède à cet effet des institutions sanctionnées par les lois québécoises; des lois qui ne peuvent pas être modifiées sans leur consentement mais qui peuvent être modifiées à leur demande sans que l'on craigne le précédent.

Le fait pour les gouvernements amérindiens de pouvoir négocier directement avec Québec, sans avoir à passer par leur tuteur fédéral, serait assurément une expression tangible et concrète de leur libération et de la prise en charge de leurs affaires. Celui qui vous parle se rappelle bien la fierté évidente des dirigeants de Kahnawake lorsqu'en 1984 ils signèrent avec le Québec - sans avoir à requérir l'approbation de leur tuteur - une entente qualifiée d'entente de «gouvernement à gouvernement» dans le domaine de la santé.

La remise aux Bandes autochtones d'un pouvoir réel de décision et de négociation avec Québec accompagnerait nécessairement l'accession à la souveraineté. En d'autres temps, on aurait pu craindre une absence d'intérêt suffisant de la part du Québec ou encore un manque de préparation. L'implication du Québec et ses nombreuses réalisations, surtout dans les deux dernières décennies, enlèvent beaucoup de poids à de telles craintes.

Les structures gouvernementales québécoises me semblent particulièrement bien préparées pour relever le défi que signifierait l'absence du gouvernement fédéral dans le dossier autochtone. Depuis une douzaine d'années maintenant chaque ministère québécois et nombre d'organismes gouvernementaux et para-gouvernementaux se sont dotés de petites équipes spécialisées et en relation soutenue avec les Autochtones, leurs représentants et leurs communautés; des équipes qui, pour la plupart, sont directement reliées au haut de la pyramide décisionnelle dans les différents secteurs de l'activité gouvernementale et para-gouvernementale. Outre qu'elles ont développé chacune une expertise spécialisée, elles ont pu développer une cohérence dans leurs approches grâce au rôle de coordination et d'élaboration des politiques confié au S.A.A., lui-même situé au sommet de l'appareil administratif québécois, le ministère du Conseil Exécutif. Il s'agit là de structures gouvernementales souples, légères et qui excluent la lourdeur tout autant que la tutelle administrative.

Ajoutons que la population québécoise dans son ensemble est devenue de plus en plus sensibilisée à la réalité autochtone et aux exigences que posent, autant à notre destin collectif qu'à notre conscience, les droits particuliers des premiers habitants du pays. Car c'est bien de droits que l'on parle, de la reconnaissance et de l'application de ces droits, quand on évoque l'évolution du dossier autochtone. Il ne s'agit pas de considérations simplement altruistes à

l'égard de populations que l'histoire a gardées dans un état de marginalité et de pauvreté. D'autres populations au Québec se retrouvent dans des situations semblables et même pires au point de vue économique et, si la situation souvent précaire des Autochtones ne doit pas être occultée, c'est d'abord et avant tout sur la base de leurs droits que leur avenir doit être envisagé.

Ces droits, certains peuvent les détenir à la suite de traités comme les Inuit, les Cris, les Naskapis et les Hurons; d'autres peuvent les détenir en vertu de la Proclamation Royale; d'autres enfin pourront les détenir en vertu d'une reconnaissance officielle dans la Constitution du Québec.

Un Québec souverain n'aurait d'autres choix que d'enchâsser tous ces droits dans sa constitution, étant donné qu'il en deviendrait le garant, le fiduciaire. Dans un premier temps, il pourrait enchâsser ceux qui sont inscrits dans la Constitution du Canada; par la suite, il enchâsserait ceux qui feraient l'objet d'ententes globales ou d'ententes spécifiques.

Le fait pour le Québec de devenir le fiduciaire, le garant des droits des Autochtones, aurait évidemment des implications financières importantes. À l'heure actuelle, le ministère des Affaires indiennes débourse à ce titre quelque 300 millions \$ par année. En assumant cette dépense et les dépenses d'autres ministères fédéraux, le Québec libérerait d'autant le budget fédéral, ce qui serait sans doute pris en considération lorsqu'il s'agirait pour le Canada de s'entendre avec Québec sur ce qu'on appelle le partage de la dette. Il n'entre évidemment pas dans mon propos de discuter de cette question, qui devrait cependant faire l'objet d'une étude attentive pour assurer que les droits des Autochtones soient intégralement respectés et que leur situation ne souffre en aucune manière du changement de statut politique du Québec.

Pour ce qui est de l'intégrité territoriale, le dossier autochtone ne paraît pas devoir faire problème. Le territoire québécois n'est à peu près pas affecté dans son intégrité par l'occupation des Autochtones. Même si quatorze Bandes résident sur des territoires dont la propriété est partiellement ou complètement fédérale, comme on peut le voir à l'annexe 2, il s'agit de portions de territoires relativement petites; en tout et pour tout, moins de 2 000 hectares (7,34 milles carrés) que le fédéral a achetés à diverses époques pour agrandir, ou parfois créer des Réserves indiennes. Tous les autres territoires occupés par les Bandes amérindiennes font partie des terres publiques et le Québec en a conservé la nue-propriété; les Cris, les Naskapis et les Inuit possèdent bien quelque 3 300 m.c. de territoires à eux octroyés par le Québec mais libres de tout lien fédéral, et dont ils ne peuvent faire cession qu'au Québec.

Certains ont mentionné qu'une partie du territoire québécois appartiendrait à des Nations amérindiennes en vertu de droits ancestraux. Le moins qu'on puisse dire, à cet égard, c'est qu'aucun des jugements rendus jusqu'ici par la Cour Suprême du Canada - et depuis quelques années ils ont accueilli fort positivement les requêtes des Autochtones touchant leurs droits ancestraux - n'a mis en doute le titre de propriété du territoire du Canada que se sont adjugé tour à tour la France et l'Angleterre et qui a été ultérieurement transmis au Canada et réparti entre les provinces, dont le Québec.

Il est vrai cependant qu'une partie importante du territoire québécois reste grevé d'une sorte d'hypothèque que le Québec devra lever avec le consentement des Nations concernées, i.e. les Algonquins, les Attikamekw et les Montagnais, pour en continuer la mise en valeur dans le respect des droits ancestraux de la Proclamation Royale, définis toutefois non plus en fonction des activités de l'époque (18ième siècle) mais en fonction de la réalité actuelle.

J'ai souligné plus haut le problème que pose à l'intégrité du territoire québécois l'octroi de terres publiques aux Bandes amérindiennes pour leur permettre de disposer d'une assise territoriale assurant en partie leur développement économique. J'ai mentionné aussi qu'on pourrait dans un grand nombre de cas procéder à de telles allocations dans la mesure où l'administration et le contrôle n'en seraient pas récupérés par le Canada en vertu de la *Loi sur les Indiens*, ce qui pourrait bien nécessiter un amendement à la Constitution canadienne dans l'état actuel des choses.

Dans un Québec souverain, un tel obstacle disparaîtrait automatiquement et le Québec pourrait s'entendre directement avec les gouvernements amérindiens pour réserver à leur usage et à leur contrôle, dans le cadre de conventions protégées par les lois, la mise en valeur de ces territoires.

Voilà esquissés quelques aspects de l'évolution du dossier autochtone dans sa dimension communautaire au sein d'un Québec devenu souverain. Je dirai quelques mots maintenant au sujet des droits individuels des Autochtones.

On le sait, les Amérindiens - Indiens de statut - sont exemptés de certaines lois qui s'appliquent à l'ensemble des Canadiens et des Québécois. Ainsi sont-ils soustraits, en vertu de la *Loi sur les Indiens*, à toute taxation fédérale ou provinciale. Ces exemptions ne s'appliquent cependant que dans la Réserve. En d'autres mots, les Amérindiens ne sont exemptés des taxes que dans la mesure où ils consomment leurs propres produits ou ceux livrés dans la Réserve; ils ne sont exemptés de l'impôt sur le revenu que dans la mesure où le revenu est gagné sur la Réserve.

On peut considérer que ces exemptions font partie du traitement particulier qui leur a été réservé en tant que descendants des premiers occupants du pays. Que ce soit à titre de compensation pour la spoliation de leurs terres ou en guise de reconnaissance pour services rendus, leurs ancêtres ont depuis toujours bénéficié de ce traitement et l'ont légué en héritage à leurs descendants. Pour en profiter, cependant, ces derniers doivent se confiner à la Réserve; une Réserve qui deviendra de moins en moins capable d'offrir à tous ses résidents les emplois, les occupations et, parfois même, le genre de vie qui leur paraîtrait le plus souhaitable. Et cela, sans qu'ils veuillent pour autant se dissocier de leur lieu d'appartenance.

Il me semble de plus en plus que certaines exemptions de taxes devraient se rattacher à la personne même de l'Amérindien, où qu'il se trouve, dans la mesure où il s'agit d'un droit, ou d'un simili-droit hérité de ses ancêtres. On pourra m'objecter que, si tel avait été le cas dans le passé, cela aurait pu induire les Amérindiens à quitter leur Réserve et à s'assimiler, et c'est peut-être vrai. Mais ce danger me semble devoir être beaucoup moins menaçant au fur et à

mesure que les communautés amérindiennes s'affirmeront comme des pôles de développement et d'accréditation de l'identité amérindienne. D'ailleurs, le traitement inférieur qui fut longtemps le lot des résidents de la Réserve n'a pas empêché la majorité de continuer d'y résider puisque c'était le seul endroit où ils pouvaient rester en contact avec leurs racines.

Un Québec souverain devra à mon avis pousser la reconnaissance des Autochtones en tant que différents des autres Québécois jusque dans des domaines comme celui-là. Historiquement, à l'instar des autres provinces, le Québec s'est longtemps contenté de refiler au fédéral l'entière responsabilité des Indiens. En devenant souverain, il n'aurait plus cet échappatoire et pourrait de concert avec les Amérindiens inventer des formules qui conduiraient à une coexistence fructueuse.

Je conclus, monsieur le Président. Selon moi, le Québec n'a pas à attendre de devenir souverain pour continuer de s'impliquer dans le dossier autochtone, à chercher par tous les moyens à sa disposition à concrétiser et développer son association avec les Autochtones de son territoire. Je crois simplement, mais fermement, qu'un Québec souverain aurait l'opportunité d'y parvenir mieux et plus vite.

Quoi qu'il en soit, je répète qu'à mon avis, un avis fondé sur mes contacts avec les Autochtones du Québec et avec quantité de Québécois de tout acabit, la relation entre les première Nations et la société québécoise va continuer de se tisser d'une façon positive. Cela, malgré les erreurs de parcours et certains échecs, malgré aussi cet espèce de chassé-croisé auxquels peuvent se livrer trop souvent fonctionnaires autochtones et non-autochtones, d'un gouvernement à l'autre, pour retarder des décisions qui pressent et dont le report entraîne souvent des solutions boiteuses, parfois même douloureuses.

À cet égard, je voudrais souligner deux points qui me paraissent importants. Le premier, c'est l'absence de contacts institutionnalisés - sauf les échanges entre jeunes étudiants québécois autochtones et non-autochtones qui ont débuté il y a une douzaine d'années et qui, je l'espère, se poursuivent toujours - l'absence, donc, de contacts institutionnalisés entre les communautés autochtones et leurs voisines non-autochtones. L'harmonisation des relations passe par le développement de l'amitié et l'amitié passe par la connaissance les uns des autres et l'appréciation mutuelle. Ça, Confucius aurait pu le dire. Mais ce que Joe Bleau peut dire, lui qui vit dans l'environnement immédiat, c'est que lorsque les conflits se produisent, c'est lui, sa communauté, sa famille qui en souffrent ou en sont incommodés d'une façon immédiate et sérieuse, bien davantage que les élus siégeant au sommet de collines parlementaires. On aura beau développer et mettre en oeuvre des politiques gouvernementales adéquates, elles ne pourront pas à elles seules résoudre l'espèce de méconnaissance qui subsiste dans la population québécoise en général touchant les Amérindiens, en quelque sorte enclavés à l'intérieur du territoire québécois et trop peu, beaucoup trop peu, exposés à des contacts institutionnalisés et à des échanges enrichissants de part et d'autre; des échanges qui favoriseraient une relation fondée sur la connaissance et la reconnaissance des valeurs au lieu de se cantonner dans une

méfiance que nourrit si facilement l'ignorance et qui entretient des clivages dont personne ne veut plus.

L'autre point, c'est celui de l'absence d'un dialogue institutionnalisé entre l'Assemblée Nationale et les représentants des Nations autochtones. Sept ans après la Résolution de l'Assemblée Nationale de 1985, n'existe toujours pas le forum parlementaire permanent qui devait permettre aux élus de dialoguer avec des représentants des Autochtones et de se sensibiliser ainsi directement avec la réalité. Si cet engagement de l'Assemblée Nationale pouvait être éventuellement honoré, je ne doute pas qu'il permettrait aux Autochtones et aux parlementaires de faire le point de la situation dans une atmosphère beaucoup plus sereine et constructive que celle qui s'installe presque inévitablement à la veille ou au lendemain d'une crise.





## **Annexe 1**

### ***Les 15 principes adoptés par le gouvernement du Québec le 9 février 1983***

1. Le Québec reconnaît que les peuples aborigènes du Québec sont des nations distinctes qui ont droit à leur culture, à leur langue, à leurs coutumes et traditions ainsi que le droit d'orienter elles-mêmes le développement de cette identité propre.
2. Le Québec reconnaît également aux nations autochtones, dans le cadre des lois du Québec, le droit de posséder et contrôler elles-mêmes les terres qui leur sont attribuées.
3. Les droits mentionnés aux paragraphes 1 et 2 doivent s'exercer au sein de la société québécoise et ne sauraient par conséquent impliquer des droits de souveraineté qui puissent porter atteinte à l'intégrité du territoire du Québec.
4. Les nations autochtones peuvent exercer, sur des territoires dont elles ont ou auront convenu avec le gouvernement, des droits de chasse, de pêche, de piégeage, de cueillette de fruits, de récolte faunique et de troc entre elles; dans la mesure du possible, la désignation de ces territoires doit tenir compte de leur occupation traditionnelle et de leurs besoins; les modalités d'exercice de ces droits doivent être définies dans des ententes particulières avec chaque nation.
5. Les nations autochtones ont le droit de participer au développement économique de la société québécoise; le gouvernement est prêt à leur reconnaître également le droit d'exploiter, à leur bénéfice, dans le cadre des lois du Québec, les ressources renouvelables et non renouvelables des terres qui leur sont attribuées.
6. Les nations autochtones ont le droit, dans le cadre des lois du Québec, de se gouverner sur les terres qui leur sont attribuées.
7. Les nations autochtones ont le droit d'avoir et de contrôler, dans le cadre d'ententes avec le gouvernement, des institutions qui correspondent à leurs besoins dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la langue, de la santé, des services sociaux et du développement économique.
8. Les nations autochtones ont droit de bénéficier, dans le cadre des lois d'application générale ou d'ententes conclues avec le gouvernement, de fonds publics favorisant la poursuite d'objectifs qu'elles jugent fondamentaux.
9. Les droits reconnus aux Autochtones par le Québec sont reconnus également aux hommes et aux femmes.

10. Du point de vue du Québec, la protection des droits existants des Autochtones s'étend également aux droits inscrits dans des ententes conclues avec lui dans le cadre de revendications territoriales; de plus la Convention de la Baie James et du Nord québécois et celle du Nord-Est québécois doivent être considérées comme des traités et avoir plein effet.
11. Le Québec est prêt à considérer que les droits existants issus de la Proclamation royale du 7 octobre 1763 concernant les nations autochtones puissent être explicitement reconnus dans ses lois.
12. Le Québec est prêt à considérer cas par cas la reconnaissance des traités signés à l'extérieur du Canada ou avant la Confédération, le titre aborigène, ainsi que les droits des peuples aborigènes qui en découleraient.
13. Les Autochtones du Québec, en vertu de situations qui leur sont particulières, peuvent bénéficier d'exemptions de taxes selon les modalités convenues avec le gouvernement.
14. Le Québec, s'il légifère sur des sujets qui concernent les droits fondamentaux reconnus par lui aux nations autochtones, s'engage à les consulter par le truchement de mécanismes à déterminer avec elles.
15. Les mécanismes mentionnés au paragraphe 14, une fois déterminés, pourraient être institutionnalisés afin que soit assurée la participation des nations autochtones aux discussions relatives à leurs droits fondamentaux.

## Annexe 2

### *Superficies en hectares des réserves et établissements amérindiens selon le titre de propriété*

		TERRES PUB.	PROP. FÉD.	AUTRES
<b>MONTAGNAIS</b>	St-Augustin	2,72		
	Natashquan		14,15	
	Mingan	1 915,22		
	Matimekosh	39,41		
	Sept-Iles	108,17		
	Maliotenam		502,23	
	Betsiamites	25 535,62		
	Les Escoumins		38,49	
	Pointe-Bleue	1 305,96	0,36	
	La Romaine		40,60	
<b>ATTIKAMEKW</b>	Manouane	771,00		
	Coucouchache	4,80		
	Weymontachingue	653,90		
	Obedjiwan	925,00		
<b>ALGONQUINS</b>	Kebaowek		21,49	
	Pikogan		90,53	
	Maniwaki	17 459,66		
	Winneway			36,80 <sup>1</sup>
	Témiscamingue	2 144,84	61,11	
	Lac-Simon	301,47		18,61 <sup>2</sup>
	Lac Rapide	31,96		
<b>MOHAWKS</b>	Kahnawake			4 151,57 <sup>3</sup>
	Doncaster	7 897,02		
	Kanesatake		871,00	
	Akwesasne			244,83 <sup>4</sup>

1. Loués des Pères Oblats par le Fédéral.
2. Loués de la Corporation Épiscopale d'Amos par le Fédéral.
3. Partie de la concession faite aux Pères Jésuites par le roi de France pour l'usage des Mohawks.
4. Terres occupées, non cédées au Fédéral.

		TERRES PUB.	PROP. FÉD.	AUTRES
HURONS	Ancienne-Lorette		60,26	9,80 <sup>5</sup>
ABÉNAQUIS	Odanak			606,00 <sup>6</sup>
	Wôlinak		11,21	56,67 <sup>7</sup>
MALÉCITES	Viger		168,79	
MICMACS	Restigouche	3 589,32	6,12	314,47 <sup>8</sup>
	Maria		16,18	168,34 <sup>9</sup>

Source: *Localisation des Nations Autochtones au Québec - Historique foncier* - Édition produite par Les Publications du Québec, Gouvernement du Québec, 1986.

- 
5. Conçédés aux Hurons par les Pères Jésuites au XIX<sup>e</sup> siècle.
  6. Conçédés aux Abénaquis et Soquis, au XVIII<sup>e</sup> siècle, par propriétaires privés.
  7. Conçédés aux Abénaquis et Socoquis, au XVIII<sup>e</sup> siècle, par propriétaires privés.
  8. Adjugés par Québec aux Micmacs en 1824.
  9. Terres occupées par les Micmacs, non cédées au Fédéral.